

CE MONDE QUI BOUGE

Une élection
présidentielle
pour quoi faire ?

Saïd Sadi n'a pas tout à fait tort quand il affirme que Bouteflika a constitutionnellement le droit de se représenter. Reste que l'image que donne le chef de l'Etat en postulant à sa propre succession, alors que chacun sait



Par Hassane Zerrouky

qu'en raison de son état de santé le mieux pour lui est de se retirer et de se reposer, n'est pas bonne pour le pays. La plupart des pays ou presque sont gouvernés par des chefs d'Etat jeunes, à commencer par les trois plus grandes puissances militaires de la planète, les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Xi Jinping, le chef d'Etat du pays le plus peuplé de la planète, a 60 ans ; Barack Obama 52 ans et Vladimir Poutine 61 ans ! La chancelière allemande Angela Merkel, que le Premier ministre Abdelmalek Sellal a citée, est âgée de 59 ans ! Tous, en raison de la Constitution de leur pays, ne resteront pas chefs d'Etat à vie !

En Algérie, ceux qui veulent nous convaincre qu'il n'y a pas d'autre solution que celle de voir Abdelaziz Bouteflika reconduit pour un quatrième mandat invoquent comme argument massue, la stabilité ! C'est dans la solidité des institutions, la démocratie et les libertés constitutionnellement garanties que réside la stabilité d'un pays et non l'inverse. Et des institutions solides et fortes ne sauraient se confondre avec l'autoritarisme. Il suffit de voir avec quelle facilité des pouvoirs autoritaires — c'est vrai pour la Tunisie et l'Égypte — qui ont confondu Etat fort avec Etat autoritaire incarnés par des hommes imbus d'eux-mêmes, des potentats, se sont effondrés sous la poussée populaire.

Autre argument massue, ce sont tous ces ministres, chefs de partis et d'organisations de masse, qui se sont découvert une âme de médecin et veulent convaincre les Algériens que le chef de l'Etat est en bonne santé. Mais au regard du court extrait télévisé que des millions d'Algériens ont regardé lundi dernier, il est quasi certain qu'hormis les hommes du pouvoir et tous ceux qui gravitent autour ou à proximité, les Algériens qui auraient été convaincus par la diffusion de ces images doivent se compter sur les doigts d'une main ! Abdelaziz Bouteflika n'a prononcé qu'une phrase. Et encore d'une voix à peine audible. Personne ne l'a vu marcher ou se mettre debout. C'est un constat que chaque Algérien a pu faire.

Troisième argument frappant, ces quatre millions de signatures déposées par le Président-candidat au Conseil constitutionnel ! Avec un si grand nombre de signataires, alors que ses adversaires peinent à récolter les 85 000 signatures exigées par la loi, autant dire que l'élection présidentielle est déjà pliée ! S'il y en a autant, pourquoi dès lors organiser une élection présidentielle ? Ne vaut-il pas mieux faire l'économie de ce scrutin, financièrement coûteux, et passer à autre chose ?

Enfin, terminons par cette image de ces députés du FLN, du RND, du TAJ, du MPA et d'autres laissant éclater leur joie dans l'hémicycle, scandant sans retenue «one, two, three, viva Bouteflika», comme dans un stade de football, qui restera dans les annales de l'histoire du pays. Depuis l'indépendance du pays, même sous le parti unique, on n'avait jamais vécu une telle scène.

Au final, en attendant que le FFS se détermine, avec le retrait de candidats tels Ahmed Benbitour ou Soufiane Djilali et le renoncement de Mouloud Hamrouche, qui du fait de leurs profils et parcours pouvaient donner une certaine crédibilité à cette élection présidentielle, que reste-t-il ? Quelle image se font de l'Algérie, pays majoritairement jeune, ses voisins et ses partenaires ?

H. Z.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX YEUX DE MENASRA :
«C'est un scrutin qui fait peur»

A contrario des partisans du 4^e mandat qui l'ont brandi tel un trophée, preuve de leur bonne cause, le président du Front du changement, parti né d'une dissidence du MSP menée par un de ses cadres, voit autrement la dernière sortie «visible» du Président-candidat à sa propre succession.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour Abdelmadjid Menasra, qui intervenait hier à l'occasion d'un forum organisé par son parti autour des femmes et l'élection présidentielle, les images du président de la République au Conseil constitutionnel où il s'est rendu lundi dernier pour les besoins du dépôt de son dossier de candidature à la présidentielle du 17 avril prochain, sont loin de «rassurer le peuple algérien quant à sa capacité à se porter candidat».

Plus que cela, l'ancien ministre de l'Industrie dira ressentir même de «l'amertume et beaucoup de douleur». Et de décliner son intime conviction qu'il aurait mieux indiqué pour les partisans du Président de réserver à ce dernier une «sortie honorable» car, justifiera-t-il, «le peuple ne mérite pas un président élu qu'il ne voit pas». A propos toujours de la prochaine

échec électorale, le président du FC en dresse un tableau tout ce qu'il y a de rouge et, donc, inquiétant.

«C'est un scrutin qui fait peur, l'Algérie est en danger, pas de l'étranger comme ne cessent de le ressasser les partisans du 4^e mandat mais bel et bien interne dont le front est faible», dira-t-il. Et à Menasra de mettre en avant le fait que le gouvernement soit devenu un «staff de campagne au bénéfice du Président-candidat à sa propre succession» et que toutes les institutions du pays aient été «polluées».

Menasra ne manquera pas également de répliquer aux partisans du Président-candidat en leur faisant remarquer notamment que «c'est tout le peuple qui a lutté contre le terrorisme et a pu en avoir raison, pas une seule partie comme le susurrant certains» qui monopolisent le positif et démocratisent les



Menasra inquiet.

points négatifs et les répartissent équitablement».

A ces mêmes partisans du Président-candidat, le président du FC ajoutera que «la stabilité, ce sont la corruption, la fraude et la dictature qui la menacent, pas l'alternance». Et de poursuivre : «La continuité n'assure pas la stabilité et l'Algérie possède les socles de la stabilité.»

Cela dit, la position du Front du changement à l'égard de la présidentielle prochaine sera tranchée ce 15 mars lors d'une session extraordinaire du Conseil consultatif du parti. Il

s'agira, en fait, pour cette instance, d'apporter le soutien à un candidat parmi la douzaine de ceux qui se sont manifestés auprès du Conseil constitutionnel où ils ont déposé leurs dossiers de candidature tant le principe de participer et d'appuyer un candidat consensuel a été tranché lors d'une récente session du même Conseil consultatif.

Un homme du consensus qui ne saurait être autre que l'ex-chef de gouvernement, Ali Benflis.

M. K.

CONFÉRENCE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE
DE SUPERVISION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE :
«La commission n'a été ni saisie ni interpellée»

«Aucune interpellation et aucun dépassement n'ont été rapportés à l'attention des membres de la Commission nationale de supervision de l'élection des présidentielles du 17 avril prochain.» C'est ce qu'a déclaré le président de ladite commission M. Brahmi Lachemi lors de la rencontre qui a eu lieu hier, au Palais des Nations.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Trois conférences portant sur le rôle de la Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle du 17 avril 2014 ont été hier au centre d'une rencontre organisée par la Commission au Palais des Nations. Les conférences portaient notamment sur le rôle de la commission et son travail le jour du scrutin.

Le président de la commission M. Brahmi Lachemi a tenu à préciser «qu'aucun dépassement ou incident n'ont été enregistrés durant la période de collecte des signatures», rappelant que «la Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle du 17 avril prochain interviendra seule-



Brahmi Lachemi.

ment à la demande ou à l'interpellation faite par un des candidats ou ses représentants».

M. Brahmi Lachemi a également indiqué que «dans le cas où la Commission est saisie, cette dernière procédera à une enquête pour déterminer ou prouver s'il y a réellement des dépassements et si ces derniers sont prouvés, le parquet général sera saisi».

Le président de la Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle du 17 avril prochain a fait savoir que des représentants de la commission entameront leur travail à compter de ce jeudi respectivement à Marseille, à Paris, à Washington et à Tunis et que la commission dispose de 96 sous-commissions.

Il est à rappeler que les membres de la Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle du 17 avril 2014 ont été installés en janvier dernier. Présidée par Brahmi Lachemi, la Commission de supervision de l'élection présidentielle du 17 avril 2014 a été créée par la loi organique 12-01 du 12 janvier 2012 relative au régime électoral, notamment son article 168, alors que l'organisation et le fonctionnement de celle-ci ont été fixés par le décret présidentiel 12-68 du 11 février 2012.

Un nombre de 362 magistrats de la Cour suprême, du Conseil d'Etat, des cours et tribunaux ont été désignés conformément au décret présidentiel 14-09 du 17 janvier 2014, note le même communiqué, ajoutant que le pourcentage de la représentation féminine dans cette commission est de l'ordre de 30%.

A. B.

LE SG DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR LES ANNONCE

Des observateurs étrangers
pour l'élection présidentielle

Des observateurs étrangers suivront le déroulement des élections présidentielles du 17 avril 2014, a annoncé le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Ahmed Adli, lors de la tenue, hier mercredi à Annaba, du séminaire régional relatif à l'organisation matérielle de ces élections.

Ont pris part à ce séminaire qu'a abrité la salle de l'APW, le wali d'Annaba, Mohamed Mounib Sandid, les directeurs de la réglementation et de l'administration générale (DRAG) et les chefs de daïra des huit wilayas participantes. Intervenant à l'ouver-

ture des travaux, le SG du ministère de l'Intérieur a invité les présents à l'application stricte du règlement, en «observant une neutralité et une transparence» dans leurs tâches, qui consistent à une «organisation matérielle du scrutin».

Il dira, par ailleurs, que le ministère a déjà imprimé deux guides destinés aux électeurs et aux candidats alors que le troisième, destiné aux encadreurs, est sous impression. Comme il fera savoir qu'un document contenant la loi électorale a été confectionné à la même occasion.

Pour le même responsable, et après la révision des listes électorales, tous les électeurs doivent recevoir leurs cartes, et ce, avant le 9 mars courant. Evoquant les

atroupements de personnes à l'intérieur des établissements scolaires, le secrétaire général du ministère a souligné que le jour du scrutin, les chefs de centre sont tenus d'assurer la sécurité des électeurs et des urnes, «quitte à recourir à la force publique en cas de nécessité», a-t-il précisé, sans oublier de demander aux participants de «sensibiliser les électeurs pour l'accomplissement de leur devoir». Mais devant une crise de logement, du chômage, la cherté de la vie, une jeunesse livrée à elle-même, la généralisation de la corruption, les passe-droits, il est peu probable que les citoyens soient nombreux devant les urnes, relèvent des observateurs de la vie politique nationale.

A. Bouacha